



REGLEMENT DE PORT

CONCESSION DE PORT DE PLAISANCE

« Port Cousteau »

2014/2034

CASTELSARRASIN

département de Tarn et Garonne

JPB PB

Table des matières

CHAPITRE I : REGLES APPLICABLES A TOUS LES USAGERS DU PORT.....	3
Réfrence	3
Définitions.....	3
ARTICLE Préliminaire – Définition et attribution de la zone concédée.....	3
ARTICLE 2 - Amarrage.....	4
ARTICLE 3 – Prévention et mesures en cas d'incendie.....	5
ARTICLE 4 – Travaux sur les bateaux.....	6
ARTICLE 5 – Entretien des bateaux.....	6
ARTICLE 6 – Vie à bord / dans périmètre du port	7
ARTICLE 7 – Circulation des véhicules.....	8
ARTICLE 8 – Modification des ouvrages – Responsabilité civile	8
ARTICLE 9 – Pratique sportive.....	9
CHAPITRE II : REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AUX BATEAUX EN ESCALE (inférieure à 1 mois sauf stipulation spéciale du règlement particulier de police)...	9
ARTICLE 10 - Formalités.....	10
ARTICLE 11 – Attribution des postes.....	10
ARTICLE 12 – Amarrage au quai d'accueil.....	11
CHAPITRE III : REGLES PARTICULIERES AUX BATEAUX AMARRES POUR UNE LONGUE DUREE (durée supérieure à celle de l'escale).....	11
ARTICLE 13 - Formalités.....	11
ARTICLE 14 – Taxes – usages – retards de paiements.....	12
ARTICLE 15 – Vacances – vente de bateau sur poste amodié.....	12
ARTICLE 16 – Chômage du canal.....	13
CHAPITRE IV : REGLES PARTICULIERES A L'UTILISATION DES TERRE- PLEINS ET PONTONS.....	13
ARTICLE 17 – Quais, terre-pleins, pontons et catways	13
CHAPITRE V : DISPOSITIONS GENERALES.....	14
ARTICLE 18 – Application du règlement	14
ARTICLE 19 – Police et contraventions.....	14
ARTICLE 20 - Responsabilités.....	14
ARTICLE 21 - Litiges.....	15
ARTICLE 22 – Dispositions particulières.....	15

JPB PB

CHAPITRE I : REGLES APPLICABLES A TOUS LES USAGERS DU PORT

Référence

Ce règlement a été rédigé en conformité avec le cahier des charges de concession de Voies Navigables de France et les règlements portuaires en vigueur au jour de la rédaction.

Définitions

- Le terme Concessionnaire désigne la commune de CASTELSARRASIN, représentée par son maire, monsieur Jean-Philippe Bésiers, par délibération du conseil municipal du 30/06/2014

ARTICLE Préliminaire – Définition et attribution de la zone concédée

La zone concédée comprend :

Le concessionnaire est autorisé à occuper environ 5462 m² de terre-pleins pour les besoins de l'exploitation.

Le plan d'eau à sa disposition pour les besoins de l'exploitation du port de plaisance aura une superficie d'environ 8093 m².

Le chenal nécessaire à la navigation est **exclu** du périmètre de la concession.

Le concessionnaire exploitera dans l'emprise du port de plaisance défini ci-dessus les installations et ouvrages existants :

- un linéaire de quai d'environ 600 m,
- un équipement de la zone accostable par les bateaux pour une capacité de **75 unités**.

Article 1 - Accès au port – Manoeuvres dans le port

Les horaires et jours d'ouverture de la capitainerie sont joints en annexe n°1.

1.1 - L'accès au port n'est autorisé qu'aux bateaux en état de naviguer, c'est-à-dire en état d'effectuer une navigation correspondant à la catégorie, au type et à la nature de l'embarcation, sauf cas de force majeure constatée par le concessionnaire ou ses agents, sous réserve que celle-ci ne fasse courir aucun danger sur le domaine concédé.

1.2 - Le pilote du bateau doit dès son arrivée se faire connaître aux agents du concessionnaire et satisfaire aux formalités d'usage (cf. articles 10 et 13).

1.3 - Admission :

1.3.1 – Pour tout type de bateaux : l'admission est autorisée pour assurer le dépotage et pour l'avitaillement ou en cas de force majeure.

1.3.2 - Bateaux de plaisance : les bateaux de plaisance seront admis de façon permanente dans les conditions précisées aux chapitres II et III du présent règlement.

1.3.3 - Bateaux à usage collectif :

JPB PB

a) pour la stricte durée de l'embarquement/débarquement : l'admission est autorisée au quai prévu à cet effet. (Les modalités et horaires sont affichées à la capitainerie du port*).

b) au-delà de la stricte durée de l'embarquement /débarquement (attente de passagers, escale, longue durée) : l'admission n'est autorisée que si elle permet de préserver par ailleurs dans l'emprise du port un emplacement pour assurer l'embarquement/débarquement.

Si c'est le cas, l'attente de passagers, l'escale, la longue durée, devront faire l'objet d'une convention passée entre le concessionnaire et le propriétaire du bateau concerné.

1.4 - La mise à l'eau et le tirage à terre des bateaux, sur les emplacements réservés à cet effet, sont soumis à l'autorisation préalable des agents du concessionnaire et au paiement de la taxe correspondante, pour lequel sera délivré un reçu.

1.5 - Toute autre forme de mise à l'eau (grutage... etc.) est soumise à autorisation préalable du concessionnaire ou de ses agents.

1.6 - Les agents du concessionnaire règlent l'ordre d'entrée et de sortie des bateaux dans le port. Les équipages des bateaux doivent se conformer à leurs ordres et prendre d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents.

1.7 - La vitesse maximale des bateaux sur l'ensemble de la concession est fixée à 3 km/H (environ 2 nds).

1.8 - Sauf en cas de danger immédiat, aucune ancre ne peut être mouillée dans la passe, l'avant port et le port. De même, sont interdits le mouillage de corps-morts ou pieux.

1.9 - Les manœuvres dans le port sont limitées aux seuls mouvements ayant pour but d'accoster et/ou de quitter les quais, pontons et catways.

2.0 - Les embarcations de taille importantes (péniches, par exemple...) sont autorisées à effectuer leur demi-tour dans la passe d'entrée et l'avant-port, à l'exclusion de toute autre place.

Toute autre manœuvre, de la part de ces embarcations, est interdite dans le port.

ARTICLE 2 - Amarrage

2.1 - L'amarrage est strictement interdit dans la passe d'entrée, à l'exception de l'amarrage au quai d'accueil, et momentanément dans certains cas exceptionnels acceptés par le concessionnaire.

Le propriétaire ou l'équipage des navires faisant escale à une heure tardive doivent s'accoster au ponton d'accueil à l'entrée du port. A défaut, tout navire occupant un poste déjà attribué sera d'office déplacé le matin, aux frais et risques du propriétaire. Dès l'ouverture de la capitainerie, le propriétaire ou l'équipage doit effectuer la déclaration d'entrée réglementaire.

JB

PB

2.2 - Les bateaux ne peuvent être amarrés, sous la responsabilité de leurs propriétaires ou de leurs représentants, qu'aux bollards ou autres ouvrages d'amarrage disposés, à cet effet, dans le port. Sur les berges, l'amarrage doit être en conformité avec les règles en vigueur sur le canal.

L'amarrage à couple n'est admis qu'après autorisation des agents du concessionnaire. L'acquiescement du propriétaire ou du gardien du bateau sur lequel l'amarrage est fait à couple sera recueilli dans la mesure du possible. Il est formellement interdit dans le bief.

2.3 - Des réservations pour poste d'amarrage pourront être prises dans la mesure du possible, et seront enregistrées à compter de la réception de la taxe correspondant à la période désirée (cf articles 10 et suivants).

2.4 - En cas d'absolue nécessité, pour des raisons techniques ou de sécurité :

- les agents du concessionnaire doivent pouvoir, à tout moment, requérir l'équipage ou la personne obligatoirement désignée par le propriétaire du bateau, laquelle doit être capable d'effectuer toutes les manœuvres qui lui sont ordonnées.

- en cas d'absence du propriétaire, les agents du concessionnaire sont qualifiés pour effectuer ou faire effectuer les manœuvres jugées nécessaires, et sans que la responsabilité du propriétaire soit en rien dégagée.

2.5 - le propriétaire, l'équipage ou le gardien d'un bateau ne peuvent se refuser à recevoir une aussière, ni à larguer les amarres pour faciliter les mouvements des autres bateaux.

ARTICLE 3 – Prévention et mesures en cas d'incendie

3.1 - Il est défendu d'allumer du feu sur les pontons et ouvrages portuaires et d'y avoir de la lumière à feu nu (sauf emplacements aménagés à cet effet). Pour éviter tout danger d'explosion, il est interdit d'avoir une flamme nue à proximité de produits inflammables dans un local insuffisamment ventilé.

3.2 - Les appareils d'éclairage, de chauffage des embarcations et leur système d'évacuation, leurs installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur, sous peine d'interdiction d'usage.

L'utilisation des appareils et installations qui s'avèreraient, à l'usage défectueux pourra être interdite par les agents habilités à cet effet.

Ces appareils et installations sont soumis au contrôle des agents chargés de la police du port qui ont le droit d'en interdire l'usage lorsqu'ils sont mal établis ou en mauvais état. Il est interdit de fumer lors des opérations d'avitaillement en carburant du navire.

Le branchement sur le réseau de la zone concédée doit être en conformité avec les stipulations du présent règlement. Les agents du concessionnaire sont chargés d'y veiller.

3.3 - Les bateaux amarrés ne doivent détenir à leur bord aucune matière dangereuse ou explosive autre que les artifices ou engins réglementaires et le carburant ou combustibles nécessaires à leur usage. Il est interdit de fumer dans les parties du bateau contenant des produits inflammables.

Les installations ou appareils propres à ces carburants ou combustibles doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments suivant leur catégorie et leur type.

Le ravitaillement en hydrocarbures et produits dangereux sera effectué selon les prescriptions réglementaires.

JPB PB

3.4 - Les propriétaires des bateaux sont tenus d'avoir à bord les extincteurs conformes à la législation en vigueur.

3.5 - En cas d'incendie, sur le domaine concédé, les propriétaires des bateaux ou leurs représentants sont tenus d'utiliser leurs propres extincteurs. Ils ont à leur disposition, au titre de la sécurité, des extincteurs répartis sur le pourtour du port (les consignes de lutte contre l'incendie sont affichées à l'extérieur de la capitainerie).
En outre, ils doivent prendre toutes les mesures de sauvegarde prescrites par le concessionnaire ou ses agents et s'y conformer strictement.

En cas d'incendie sur les quais du port ou dans les zones urbaines qui en sont voisines, tous les navires doivent prendre les mesures de précaution qui leur sont prescrites par les agents chargés de la police du port. En cas d'incendie à bord d'un navire, le propriétaire ou l'équipage doit, immédiatement, avvertir les agents chargés de la police du port et les pompiers. Ces agents peuvent requérir l'aide de l'équipage des autres navires.

ARTICLE 4 – Travaux sur les bateaux

Aucune embarcation ne peut être ni construite, ni démolie sur le domaine de la concession.

Dans l'enceinte du port et des dépendances, les travaux importants touchant à la carène et/ou nécessitant une intervention à terre doivent être réalisés sur les emplacements désignés à cet effet (sauf cas de force majeure concernant la préservation de l'intégrité des embarcations).

Les agents chargés de la police du port prescrivent les précautions à prendre dans l'exécution des travaux à flot s'il y en a. Ils peuvent être amenés, en tant que de besoin, à limiter les horaires journaliers et les jours pendant lesquels cette activité sera autorisée.

Tout travail amenant des projections de produits et/ou de matières dangereux est absolument interdit.

Les autres travaux de réparation et/ou d'entretien concernant l'extérieur et l'intérieur des embarcations devront être exécutés aux jours et à l'intérieur des tranches horaires suivantes : voir annexe n°2.

Ces travaux devront être exécutés en veillant à atténuer au maximum les nuisances pour le voisinage.

ARTICLE 5 – Entretien des bateaux

5.1 - Tout bateau séjournant dans le port doit être maintenu en bon état d'entretien, de flottabilité et de sécurité.

Si le concessionnaire ou ses agents constatent qu'un bateau est à l'état d'abandon, ou dans un état tel qu'il risque de couler ou de causer des dommages aux bateaux ou aux ouvrages environnants, ils mettent en demeure le propriétaire, et simultanément, en cas d'urgence, la personne désignée par ce dernier, de procéder à la remise en état ou à la

JPB

PB

mise hors d'eau du bateau. Si le nécessaire n'a pas été fait dans le délai imparti, il peut être procédé à la mise hors d'eau du bateau, aux frais et risques du propriétaire.
En cas de non manifestation du propriétaire du bateau, ce dernier pourra être mis hors d'eau aux frais et risques du propriétaire et sans que la responsabilité du concessionnaire ou celle de ses agents puisse être engagée.

5.2 - Lorsqu'un bateau a coulé bas dans le port ou dans une passe navigable, le propriétaire ou la personne désignée par ce dernier est tenu de le faire enlever ou déplacer, sans délai, après avoir pris conseil auprès des agents du concessionnaire sur le mode d'exécution de la manœuvre.

En cas de défaillance du propriétaire, le personnel prend alors toutes les mesures nécessaires pour hâter l'exécution des opérations, aux frais et risques du propriétaire.

ARTICLE 6 – Vie à bord / dans périmètre du port

6.1- Elle est soumise au contrôle du concessionnaire ou de ses agents compte tenu des capacités portuaires.

6.2 - Les bornes électriques sont alimentées sous une tension de 230V volts et exclusivement réservées à l'électricité du bord, à la charge des batteries et aux petits travaux d'entretien. Il est formellement interdit de laisser en place tout branchement électrique, en l'absence du propriétaire ou du gardien du bateau à bord. Les câbles souples et les prises d'alimentation électrique des bateaux doivent être conformes aux normes de sécurité en vigueur. Il est formellement interdit d'apporter des modifications aux Installations électriques existantes. Le surveillant de port peut déconnecter toute prise ou raccord d'un bateau qui ne respecterait pas les normes de sécurité

Afin d'éviter les phénomènes de surcharge de puissance électrique consommée pendant la période hivernale, le nombre de bateaux chauffés à l'électricité devant être utilisés comme habitation entre le 15 octobre et le 15 avril est limité sous réserve d'une augmentation des capacités électriques des installations.

Dans le cas de bateaux en surnombre, les agents du concessionnaire se réservent le droit d'autoriser ou non le branchement des appareils de chauffage électrique sur le réseau du port. Cette mesure n'étant applicable qu'aux bateaux en surnombre.

6.3 - Le courrier adressé aux bateaux sera conservé à la capitainerie du port, pour une durée limitée à un an, et mis à la disposition des destinataires sans contrôle ni garantie d'aucune sorte, sauf un devoir de discrétion élémentaire. De même, l'existence de messages téléphoniques sera affichée à la capitainerie, sur un panneau extérieur prévu à cet effet.

6.4 - Il est interdit :

- de jeter des terres, décombres, ordures ou liquides insalubres sur les ouvrages, dans les eaux du port et passes navigables.
- d'y faire des dépôts. Les ordures ménagères doivent être déposées dans les conteneurs disposés à cet effet sur la zone concédée. Tous les autres déchets seront déposés conformément au plan déchets du port.- de ramasser des moules ou autres coquillages sur les ouvrages du port,
- de pêcher dans le plan d'eau du port, dans la rade et dans les passes navigables ou

d'une manière générale, à partir des ouvrages du port.

6.5 – utilisation de l'eau : les usagers sont tenus de faire un usage économe de l'eau fournie par le port. Les prises d'eau des postes d'amarrage ou de carénage ne peuvent être utilisées que pour la consommation du bord, Les usages non liés aux bateaux, notamment le lavage des voitures ou des remorques sont interdites. Les tuyaux d'eau doivent être équipés d'un système d'arrêt automatique en cas de non utilisation. Les usagers doivent se conformer aux mesures de limitation ou de suspension provisoires de l'usage de l'eau édictée par le préfet du département et par le maire de la commune.

ARTICLE 7 – Circulation des véhicules

Le stationnement dans le périmètre du port est strictement limité afin de permettre un chargement et un déchargement des matériels, approvisionnements ou objets divers nécessaires aux bateaux.

Les véhicules, autres que les véhicules des usagers du port, pourront être exceptionnellement autorisés à circuler et à stationner après demande et accord des agents du concessionnaire (véhicules de déménagement, par exemple...).

Les véhicules de sécurité (ambulances, pompiers, gendarmerie) sont dispensés de toute autorisation.

Les marchandises d'approvisionnement, les matériels d'armement et objets divers provenant des bateaux ou destinés à y être chargés ne peuvent demeurer sur les quais, pontons d'amarrage et terre-pleins, que le temps nécessaire pour leur manutention, ou pour une durée déterminée en accord préalable avec les agents du concessionnaire.

Il est interdit de procéder au lavage et/ou à la réparation d'un véhicule automobile sur la totalité de la zone de la concession.

ARTICLE 8 – Modification des ouvrages – Responsabilité civile

8.1 - Les usagers du port ne pourront en aucun cas modifier les ouvrages portuaires mis à leur disposition.

Ils sont tenus de signaler sans délai aux agents chargés de la police du port toute dégradation qu'ils constatent aux ouvrages du port mis à leur disposition, qu'elle soit de leur fait ou non.

Ils sont responsables des avaries qu'ils occasionnent à ces ouvrages, les cas de force majeure exceptés.

Les dégradations sont réparées au frais des personnes qui les ont occasionnées sans préjudice de poursuites à exercer contre elles, s'il y a lieu, au titre de la contravention de grande voirie dressée à leur encontre.

8.2 - Les propriétaires de bateaux sont responsables, sans recours contre le concessionnaire, des dommages que, par négligence, maladresse ou inobservation du présent règlement, ils causent aux bateaux ou installations des autres usagers du port. Les propriétaires de bateaux doivent avoir souscrit, au minimum, un contrat d'assurance pour leur bateau incluant une clause de responsabilité civile et dommages causés aux



ouvrages du port quelle que soit la cause ou la nature ainsi qu'une clause de retraitement d'épave et pouvoir en justifier à toute requête.

Les usagers du port qui subissent des dommages à leurs bateaux ou installations du fait d'autres usagers du port, ou de personnes extérieures au port, font leur affaire des mesures d'ordre judiciaire qu'ils sont éventuellement amenés à prendre en vue d'obtenir réparation du préjudice qui leur est causé, cela sans l'intermédiaire du concessionnaire.

ARTICLE 9 – Pratique sportive

Dans le cadre de ses activités d'animation et de ses prestations, et pour toute convention passée avec lui, le concessionnaire autorise les pratiques sportives en découlant.

9.1 - L'utilisation d'engins (pédalos, canoës, vélos... etc) est soumise, pour ceux qui concernent le Concessionnaire :

- à l'accord de ce dernier,
- au paiement préalable de la taxe de location et au dépôt d'un chèque de caution,
- à la fourniture d'une décharge des parents pour les mineurs non accompagnés,
- au port d'un gilet de sauvetage pour ce qui concerne les canoës et pour tous mineurs et personnes ne sachant pas nager,
- au respect du présent règlement et des consignes de sécurité données par les agents du concessionnaire.

En règle générale, et ceci s'applique aux conventions passées avec le concessionnaire, sont interdits :

- la pratique de la voile et de la natation dans les eaux du port,
- la pratique des engins à propulsion humaine (aviron, canoës, pédalos...) dans le port, en dehors de l'avant-port et de la passe navigable permettant l'accès au canal. Ces engins perdent néanmoins toute priorité par rapport aux embarcations en mouvement à l'intérieur de ce « chenal ». Ils sont censés s'être assurés de l'absence de tout bateau navigant avant de s'engager sur le canal,
- la circulation sur l'ensemble de la zone portuaire des vélos loués sauf pour rejoindre les berges.

9.2 - Toute utilisation anormale du matériel loué par le concessionnaire, risquant de causer des avaries, et constatée par un agent du concessionnaire pourra donner lieu à une interruption immédiate de la location sans remboursement des taxes versées.

9.3 - La responsabilité du concessionnaire ne saurait être engagée en cas de non respect des consignes de sécurité citées dans ce règlement ou remises aux utilisateurs.

Les enfants utilisant le matériel loué sont sous l'entière responsabilité de leurs parents.

CHAPITRE II : REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AUX BATEAUX EN ESCALE (inférieure à 1 mois sauf stipulation spéciale du règlement particulier de police)



ARTICLE 10 - Formalités

10.1 - Tout bateau entrant dans le domaine de la concession pour faire escale est tenu, dès son arrivée, de faire au bureau du port une déclaration d'entrée indiquant :

- le nom, les caractéristiques, l'acte de francisation ou le numéro d'immatriculation du bateau,
- le nom et l'adresse du propriétaire,
- le nom et l'adresse de la personne chargée du gardiennage en l'absence de l'équipage, et les coordonnées de la personne mandatée par le propriétaire pour le représenter,
- l'attestation d'assurance du bateau (responsabilité civile au minimum),
- la date prévue pour le départ du port.

En cas de modification de cette date, une déclaration rectificative doit être faite sans délai à la capitainerie du port.

La taxe de stationnement sera payée dès l'entrée dans la zone concédée, avec anticipation.

Le bateau doit faire l'objet, auprès des agents du concessionnaire, d'une déclaration de départ lors de sa sortie définitive du port.

Les déclarations d'entrée et de départ sont inscrites dans l'ordre de leur présentation sur un registre où elles reçoivent un numéro d'ordre.

L'utilisation des prestations offertes par le concessionnaire sont soumises :

- à une demande d'information sur les usages auprès des agents du concessionnaire,
- au paiement préalable des taxes correspondantes,
- à la présentation des matériels et des locaux mis à disposition.

Ces prestations concernent la mise à disposition de :

- locaux sanitaires (toilettes et douches),
- local laverie (machine à laver et à sécher le linge),
- pédalos, canoës, embarcations,
- vélos,
- postes de fourniture et d'électricité... et ne sont pas limitatives.

ARTICLE 11 – Attribution des postes

11.1 - L'emplacement du poste que doit occuper chaque bateau est fixé par le concessionnaire ou ses agents, chargés de la police du port.

L'affectation des postes est opérée, aux places marquées, dans la limite des postes disponibles.

Le concessionnaire ou ses agents sont toutefois seuls juges des circonstances qui peuvent les amener à déroger à cette règle.

11.2 - Le séjour des bateaux en escale est organisé par le concessionnaire ou ses agents, en fonction des postes disponibles. Sa durée est limitée à 30 jours (sauf stipulation spéciale figurant au règlement particulier de police) non renouvelables. Au-delà, un poste d'amarrage sera attribué relevant du chapitre III.

L'utilisateur en escale est tenu de changer de poste si, pour des raisons de police ou



d'exploitation, ce déplacement lui est enjoint par le concessionnaire ou ses agents.

Il est tenu de quitter le poste occupé à la première injonction des agents du concessionnaire si, faute de place disponible, ces derniers ont mis à sa disposition un poste à quai déjà attribuée, mais temporairement disponible.

11.3 - Les bateaux faisant escale, hors horaires d'ouverture de la capitainerie, sont tenus de stationner prioritairement au ponton visiteurs, si des places sont disponibles, à l'exclusion de toute autre place.

Leurs propriétaires doivent remplir les formalités prévues à l'article 10 dès que possible.

ARTICLE 12 – Amarrage au quai d'accueil

L'amarrage est limité au temps d'accostage nécessaire aux formalités d'accueil, à l'approvisionnement en eau, gazole, pour tous les bâtiments.

Au-delà du temps nécessaire à la réalisation de ces démarches :

a) Pour l'escale ou la longue durée, un poste (relevant des chapitres II et III) sera attribué par le concessionnaire.

b) Pour les bateaux à usage collectif :

- Pour l'embarquement/débarquement, le bateau est tenu de regagner l'emplacement prévu à cet effet,

- Pour l'attente des passagers, un poste sera attribué par le concessionnaire.

Au-delà, un poste d'escale (relevant des chapitres II et III) sera attribué par le concessionnaire.

Des tranches horaires pourront réserver l'amarrage en priorité à certains bateaux à usage collectif, suivant la convention définie par le concessionnaire.

Ces indications seront affichées à la capitainerie du port.

Le propriétaire ou l'équipage des navires faisant escale à une heure tardive doivent s'accoster au ponton d'accueil. A défaut, tout navire occupant un poste déjà attribué sera d'office déplacé le matin, aux frais et risques du propriétaire. (Dès l'ouverture de la capitainerie), le propriétaire ou l'équipage doit effectuer la déclaration d'entrée réglementaire.

CHAPITRE III : REGLES PARTICULIERES AUX BATEAUX AMARRES POUR UNE LONGUE DUREE (durée supérieure à celle de l'escale)

ARTICLE 13 - Formalités

Les formalités sont les mêmes que celles des articles 10, 11 et 12 à l'exception du mode de paiement qui sera effectué en début de chaque période mensuelle de stationnement.

La durée des abonnements est limitée à un an. Les abonnements ne sont en aucun cas reconductibles par tacite reconduction. Un nouvel abonnement ne pourra être établi



qu'après demande expresse du propriétaire du bateau.

ARTICLE 14 – Taxes – usages – retards de paiements

14.1 - Les tarifs applicables sont révisés annuellement au 1er janvier par le concessionnaire. Ces tarifs sont ceux annexés au cahier des charges de concession et seront affichés à la capitainerie du port dès leur mise en application.

14.2 - Tout occupant devra payer sa taxe de stationnement dans les quinze jours à compter de la date d'arrivée de la facture.

14.3 - L'attribution des postes électriques sera nominative et limitée au nombre de postes disponibles. Elle fait l'objet d'une taxe de location de compteur.

Il est interdit de se raccorder directement au réseau du concessionnaire. Les conditions de branchements seront définies entre le concessionnaire et l'utilisateur en début d'abonnement.

La consommation électrique est facturée au prorata de l'énergie consommée et augmentée de la taxe de location indiquée ci-dessus.

14.4 - En cas de non paiement à leur échéance des sommes dues et après rappel du concessionnaire, les redevables sont tenus de régulariser leur situation auprès du concessionnaire dans les quinze jours, sinon d'adresser une requête au concessionnaire qui pourra éventuellement proposer un plan de rééchelonnement de la dette. Dans le cas contraire, les tarifs préférentiels pour stationnement de longue durée ne seront pas appliqués.

Au-delà de six mois de retard, ou en cas de fraude flagrante, une procédure judiciaire pourra être engagée avec le concours des autorités administratives compétentes.

14.5 - Tout bateau doit être en conformité avec la législation en vigueur le concernant, selon sa catégorie de navigation.

ARTICLE 15 – Vacances – vente de bateau sur poste amodié

15.1 - Tout amodiataire de poste d'amarrage doit effectuer auprès du concessionnaire une déclaration d'absence, toutes les fois qu'il est amené à libérer le poste pour une période de temps supérieure à 10 jours. Cette déclaration précise la date prévue pour le retour.

Si cette absence est supérieure ou égale à un mois, l'occupant bénéficiera d'un report en mois entiers équivalent à la durée de l'absence.

Faute d'avoir été saisi de cette déclaration, le concessionnaire considérera au bout de 10 jours d'absence que le poste est libéré jusqu'à nouvel ordre et pourra en disposer jusqu'au retour de l'occupant.

15.2 - Dans le cas de vente d'un bateau disposant d'un poste dans le port, le vendeur doit en faire la déclaration au concessionnaire dès la réalisation de la vente.

En cas de vente d'un bateau, le poste d'accostage concerné ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'un transfert de droit.

Le concessionnaire peut être éventuellement amené à affecter au bateau objet de la transaction, un autre poste dans la limite des places disponibles.

ARTICLE 16 – Chômage du canal

Le concessionnaire dégage toute responsabilité en cas d'incident dû au chômage et ce durant toute cette période.

Dans ce cas, le concessionnaire se réserve le droit de réaffecter les postes attribués en fonction des impératifs de sécurité.

En particulier, la mise à quai des quillards sera considérée comme prioritaire sur les embarcations à fonds plats ou prévues pour l'échouage (dériveurs, etc.).

Les propriétaires devront se conformer aux indications des agents du concessionnaire pour la bonne réalisation de ces manœuvres et ne pourront se refuser à l'exécution de leurs consignes.

En l'absence du propriétaire, ou de son représentant mandaté, les agents du concessionnaire prendront toutes dispositions pour réaliser les opérations nécessaires aux manœuvres sans que leur responsabilité puisse être engagée.

Les manœuvres réalisés par les propriétaires eux-mêmes, ou leur représentant mandaté, n'engagent pas le concessionnaire, ni ses agents.

CHAPITRE IV : REGLES PARTICULIERES A L'UTILISATION DES TERRE-PLEINS ET PONTONS

ARTICLE 17 – Quais, terre-pleins, pontons et catways

17.1 - L'occupation à titre privatif des terre-pleins du port est interdite.

Toute intervention mettant en œuvre des travaux de génie civil sur la zone concédée est soumise à autorisation écrite du concessionnaire.

17.2 - Les quais et les voies dans le périmètre de la concession doivent en permanence être laissés libres à la circulation. Ils ne pourront, en aucun cas, être encombrés de dépôts de matériel ou de matériaux de quelque nature que ce soit, sauf sur les espaces réservés à cet effet ou accord préalable du concessionnaire.

17.3 - Les bateaux, devant être mis à l'eau ou tirés à terre, sur la cale, et/ou leurs annexes ne peuvent séjourner sur les terre-pleins de la concession que le temps nécessaire à ces manœuvres, sauf aux endroits réservés à cet effet, et sauf autorisation préalable accordée par le concessionnaire.

17.4 - L'usage des pontons et catways est strictement réservé aux agents du concessionnaire, aux propriétaires et aux utilisateurs des bateaux en stationnement.

Le concessionnaire ne saurait être tenu pour responsable des incidents et/ou accidents survenus sur ces installations, autres que ceux ne relevant pas de l'entretien courant lui incombant.

17.5 - La responsabilité du concessionnaire ne saurait être engagée du fait de l'imprudence de toute personne se trouvant sur le domaine public concédé et non habilitée à y circuler.

17.6 - Les animaux domestiques doivent être tenus en laisse, les propriétaires sont entièrement responsables des déjections et doivent les collecter

CHAPITRE V : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 18 – Application du règlement

Les agents du concessionnaire sont strictement tenus de faire appliquer les directives prévues dans le présent règlement. Ils sont également chargés d'appliquer toutes mesures concernant la sécurité sur la zone concédée.

Le respect du règlement du Port est contrôlé par les agents en charge de sa gestion quotidienne. En cas de problème/incident constaté de leur part et suivant sa nature, ils interviendront tel que suit :

- Technique : ils s'appuieront sur les services techniques afin qu'ils interviennent au plus vite.
- De secours : ils feront appel aux pompiers ;
- De sécurité : les Agents de Sécurité de la Voie Publique communaux pourront être mobilisés.

ARTICLE 19 – Police et contraventions

Les infractions au présent règlement, le refus d'obtempérer ou tous autres délits concernant la police et la sécurité du port et de ses dépendances sont constatés par un procès-verbal dressé par les agents chargés de la police du port qui sont habilités à prendre toutes mesures nécessaires pour faire cesser l'infraction.

Chaque procès-verbal est transmis, suivant la nature du délit ou de la contravention constatée, au fonctionnaire chargé de poursuivre la répression de l'infraction.

ARTICLE 20 - Responsabilités

20.1 - Les propriétaires des bateaux restent civilement responsables en toutes circonstances des contraventions dont peuvent faire l'objet leurs bateaux quelles que soient les personnes faisant usage de ces bateaux.

20.2 - Le concessionnaire ne peut être tenu pour responsable :

- des désagréments ou retards dus à des empêchements ou difficultés de navigation sur le canal,

JB *PB*

- des désagréments ou retards dus au chômage du canal,
 - des vols et dégradations commis sur les bateaux,
 - des dommages ou de la gêne causes par le fait de la navigation de l'entretien ou, d'une manière générale, de l'exploitation de la voie d'eau par son gestionnaire,
 - d'une coupure d'énergie électrique due au non-respect de l'article 6.2,
 - de l'utilisation frauduleuse d'une prise de courant par un autre usager hors surveillance normale des agents du concessionnaire, ou dans le cas prévu à l'article 14.3,
 - des incidents et/ou des accidents prévus à l'article 17 alinéas 4 et 5.
- En particulier, ces dysfonctionnements ne pourront donner lieu au versement d'indemnités ou réduction de facture.

ARTICLE 21 - Litiges

En cas de litiges et après tentative de conciliation amiable de la part du concessionnaire, les tribunaux localement compétents seront seuls habilités à juger du différend.

ARTICLE 22 – Dispositions particulières

Les agents du service de la navigation devront pouvoir circuler librement sur les emplacements occupés.

Fait à Toulouse, en deux exemplaires

le **27 AOUT 2014**

Pour exécution,

Le concessionnaire,

« lu et approuvé »

L'autorité chargée du contrôle et concédant,

Le directeur Territorial Sud-Ouest



M. Jean-Philippe Bésiers

Monsieur Patrick Butte

liste des annexes :

annexe n°1 : horaires d'ouverture de la capitainerie (cf article 1)

annexe n°2 : jours et horaires pour exécution des travaux (cf article 4)

JPB PB

Annexe 1 au règlement de port

Castelsarrasin

Horaires d'ouverture de la Capitainerie

Mai - Juin - Juillet - Août - Septembre :

Du lundi au vendredi : de 9h30 à 12h et de 14h à 19h30

le samedi : de 10h à 12h et de 14h à 18h

Novembre - Décembre - Janvier - Février - Mars :

Du lundi au vendredi : de 10h à 12h et de 16h à 18h

Avril et Octobre :

Du lundi au vendredi : de 10h à 12h et de 16h à 18h30

PB

27 AOUT 2014

PB

Annexe n°2 au règlement de port

Castelsarrasin

Jours et horaires pour exécution des travaux (cf. article 4)

Période hivernale :

Lundi à vendredi inclus : 9H00 à 18h00

Samedi et Dimanche : interdit

Période estivale :

Lundi à jeudi inclus : 9H00 à 18h00

Vendredi à Dimanche inclus : interdit

PB

27 AOUT 2014

PB